

Par Mohamed Bouhamidi
mbouhamidi2001@yahoo.fr

Sur la presse, deux informations devenues presque routinières. Une grève des paramédicaux qui élargissent ainsi le front de la contestation sociale. Une émeute à Timimoun. Entre les deux, aucun lien visible et aucune main invisible manipulant les uns ou les autres, même pas celle de Hamza, l'Arsène Lupin de la politique, le père Ubu de la manifestation, l'escamoteur de la paix sociale, l'invisible présent partout ! Les Algériens sont mécontents au nord. Ils sont mécontents au sud ! Ils le sont à l'est et à l'ouest. Mais là s'arrête le trait commun. Entre l'émeute et la grève, il existe la différence entre l'émergence et l'éruption, le mûrissement lent et le réveil du volcan. L'émeute sera oubliée demain avec juste un souvenir pénible le jour du procès des jeunes qui ont brûlé et saccagé. Ils rejoindront en prison les harragas. Point à la ligne !

La grève des paramédicaux, les protestations encore timides des conseillers principaux d'orientation, celles des intendants et de quelques directeurs d'école et de CEM signalent deux choses. La première est que personne n'arrive à boucler le mois avec son salaire. La seconde est que les Algériens vivent un sentiment de dégradation de leur statut social. Quelle autorité sur ses subordonnés peut avoir un médecin chef, un intendat, un conseiller d'orientation quand il en est à compter ses sous et lésiner ? Ils viendront à la grève avec leurs subordonnés. C'est une question de temps et de conscience sociale. Ils viendront à la grève quand ils ne vivront plus leur statut comme un privilège du commandement mais pour ce qu'il est : un fonction social. Pas plus. Tout le monde est aligné sur le bas et par le bas.

Entre la grève des paramédicaux et l'émeute de Timimoun, la société algérienne hésite. Par l'émeute, elle s'enfonce dans une demande d'Etat, la demande d'un Etat qui ne viendra pas parce qu'il n'existe pas. L'émeute finit par n'être qu'une alerte du pouvoir central sur une malvue insupportable et des problèmes ingérables par les autorités locales. C'est un appel au père et l'expression d'une autonomie impossible. La grève est, tout au contraire, un renoncement au père bienveillant qui vous règle les problèmes. C'est la conscience des travailleurs qu'ils ne sont pas dans un rapport de famille mais dans un rapport de classes. Ils quittent l'idéologie du fusionnel du « nous sommes tous frères » et une idéologie du contrat social : je donne tant par mon travail, je veux recevoir tant ! Bien que lente, l'émergence de la question sociale semble prendre de l'ampleur et de la force. Est-elle, cependant, irréversible et capable de faire basculer la société algérienne hors du champ stérile des éruptions émeutières sans lendemain ?

M. B.

«LES OREILLES» DE SARKOZY

«Imezoughène n'Sarkozy» (les oreilles de Sarkozy) est le nouveau modèle lancé par les couturières de Bouzeguène dans la confection de robes kabyles traditionnelles. Une nouvelle collection qui a l'air de bien marcher et de ravir la vedette aux modèles qui ont fait jusque-là recette grâce aux motifs dessinés sur la robe qui peut se porter avec des bijoux. Il s'agit de petits trapèzes cernés de zigzags argentés ou dorés dessinant l'organe du premier personnage de France sur le tissu de couleurs chatoyantes, nous explique une couturière.

Le président français n'est pas la première personnalité à donner son nom à un modèle de couture kabyle puisque bien avant lui des artistes, à l'image du chanteur Taleb Rabah, ont marqué de leur griffe la mode kabyle.

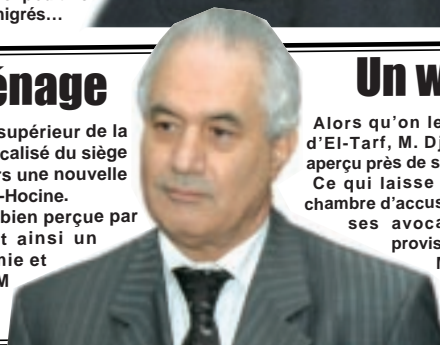
Sauf que, dans le cas en présence, ce n'est pas tellement le talent de l'homme politique qui a prévalu pour booster le modèle des couturières, probablement inspirées par les Guignols de l'info, mais la forme de son organe de l'ouïe. On soupçonne cependant les couturières, dont beaucoup de fils, frères ou voisins ont fait les frais de la politique d'immigration du président français, de se venger ainsi de ces mesures discriminatoires. Façon donc de lui tirer les oreilles sur sa politique expéditive à l'égard de nos compatriotes émigrés...



Le CSM déménage

Le secrétariat du Conseil supérieur de la magistrature vient d'être délocalisé du siège du ministère de la Justice vers une nouvelle structure à Chéraga, rue Tella-Hocine.

Cette délocalisation a été bien perçue par les magistrats, qui notent ainsi un premier pas vers l'autonomie et l'indépendance du CSM exigées par la loi.



Un wali en liberté

Alors qu'on le pensait en prison, l'ex-wali d'El-Tarf, M. Djillali Araâr, a été récemment aperçu près de son domicile algérois.

Ce qui laisse penser, indique-t-on, que la chambre d'accusation a accédé à la demande de ses avocats de le placer en liberté provisoire pour raisons de santé.

M. Araâr avait été placé en détention provisoire en décembre 2006, rappelle-t-on.

Nomination chez Temmar

Le directeur de l'Agence nationale pour le développement des investissements (Andi), M. Abdelmadjid Baghdadli, a été promu hier au poste de directeur général des investissements et des relations extérieures au niveau du ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements. Le secrétaire général de l'Andi, M. Mansouri, a été, par ailleurs, nommé directeur par intérim de cette agence.



Place aux anciens !

C'est la grogne au niveau d'Algérie Télécom depuis que le nouveau P-dg, M. Mouloud Djaziri, a nommé deux « anciens », à des postes-clés de cette entreprise. Et pour cause : les mauvaises langues affirment que nos deux « nouveaux-anciens » avaient été éjectés du secteur à la fin des années 1990 pour « mauvaise gestion ».



BOUËFLIKA RENTRE DE RUSSIE AVEC D'IMPORTANTES CONTRATS DANS SES BAGAGES...

